

VENDREDI

2 MAI 1975

Le numéro : 30 francs

Abon. 1 mois : 600 F.

## L'ESSOR

LA VOIX DU PEUPLE

PUBLIE SOUS LA DIRECTION DU COMITÉ MILITAIRE DE LIBÉRATION NATIONALE

6  
Copy  
45055  
18/5/75

Rédaction - Administration  
**SECRETARIAT**  
 DU  
**C.M.L.N.**

Abonnement :  
 3 mois : 490 frs  
 6 mois : 900 frs  
 1 an : 1500 frs.

**BAMAKO**  
 C.C.P. 470  
 Téléphone : 247-97  
 (République du Mali)

Allocution du Chef de l'Etat par intérim à l'occasion du 1er Mai

## Les intérêts des travailleurs sont convergents et complémentaires

Travailleurs des villes  
et des campagnes.

« En l'absence du chef de l'Etat, le colonel Moussa Traoré, actuellement en visite officielle dans des pays amis, au nom du Comité Militaire de Libération Nationale et du gouvernement, c'est pour moi de réel plaisir de m'adresser à vous, à l'occasion du 1<sup>er</sup> Mai, fête internationale du Travail.

« Ce faisant, je n'obéis pas seulement à une tradition solidement établie en République du Mali,

mais je tiens aussi à marquer de façon non équivoque la place d'avant-garde qui revient aux travailleurs organisés au sein de notre peuple fier de son passé et résolument tourné vers le progrès et la justice.

« C'est pour moi l'occasion de souligner que dans le monde d'aujourd'hui, caractérisé par de profonds déséquilibres dans la répartition des richesses et des biens de consommation, le succès de toute

politique de développement économique dans un pays comme le nôtre, réside en grande partie dans le comportement des travailleurs face au travail et au respect de la chose publique.

« Camarades travailleurs, en l'honneur de nos impératifs nationaux, la fête du Travail que les travailleurs de tous les pays du monde célèbrent dans la ferveur et l'enthousiasme, ne saurait se traduire par une simple

évacuation historique des événements au cours desquels, en 1884 à Chicago, des ouvriers revendiquèrent la « Journée normale de 8 heures de travail ».

« Elle ne doit pas être comprise non plus comme une traditionnelle commémoration du Congrès international socialiste de Paris qui, en 1889, adopta le 1<sup>er</sup> Mai comme journée de revendications des travailleurs, tradition respectée dans tous les pays éprouvés de liberté et de justice sociale.

« Plus que le symbole des luttes menées par les travailleurs du monde pour l'amélioration de leur condition de travail et de vie, le 1<sup>er</sup> Mai pour les peuples du Tiers-Monde, doit être une journée de concorde, d'unité, de réflexion et de solidarité de la classe laborieuse engagée dans la bataille pour le développement économique et social de la nation.

« Si j'ai tenu à souligner l'embellie cette exigence d'engagement, de concorde et d'unité de la classe laborieuse, c'est parce que je suis conscient que ce sont là des facteurs indispensables pour mener ensemble le combat engagé contre le sous-développement, ce combat qui ne sera gagné que grâce à la contribution de qualité que chaque travailleur apportera à la réalisation notamment des objectifs de notre plan quinquennal.

« Accroître la production agricole afin de couvrir les besoins essentiels et vitaux des populations constitue l'un des objectifs, sinon l'objectif prioritaire de ce plan quinquennal approuvé par le Comité Militaire de Libération Nationale et le gouvernement il y a moins d'un an.

« Le Plan quinquennal doit être la préoccupation de tous car sa réalisation complète et par conséquent son succès dépendent des efforts conjugués de tous les travailleurs, qu'ils appartiennent au secteur étatique, para-étatique, au secteur privé ou au monde rural.

« Le Plan quinquennal exige la mobilisation de toutes les énergies disponibles, et vous comprendrez dans ces conditions, que le 1<sup>er</sup> Mai

soit l'occasion solennelle pour moi d'exhorter tous les travailleurs au courage et à la discipline au travail.

« Dans ses messages à la nation à l'occasion du 22 Septembre dernier et du Nouvel An 1975, le chef de l'Etat a donné de larges informations sur les objectifs du Plan quinquennal, le montant des investissements prévus et les démarches entreprises pour assurer leur financement.

« Je voudrais donc annoncer aujourd'hui que nos démarches auprès des sources de financement ont commencé à porter des fruits. En effet, la Conférence internationale pour le financement du barrage de Sélingué qui vient de terminer ses travaux à Bamako a été un plein succès à tous égards. Elle est le couronnement des efforts persévérants d'approche et de persuasion du Comité Militaire de Libération Nationale et du gouvernement auprès des sources de financement. Je suis convaincu qu'à ce succès dont l'impact n'est plus à démontrer, viendront s'ajouter d'autres succès non moins importants. Nous sommes donc optimistes quant à la réalisation certaine des grands ouvrages tels les barrages de Manantali et de Sélingué qui doivent transformer totalement l'économie de notre pays dans le sens d'une plus grande satisfaction de nos besoins essentiels.

« Camarades, en dépit de tous ces espoirs, nous demeurons réalistes et profondément partisans du principe selon lequel, il faut compter d'abord sur ses propres forces. J'ai dit, et il y a un instant que le succès de toute politique de développement dans notre pays dépend du comportement des travailleurs face au travail et au respect de la chose publique. Je voudrais donc une fois de plus en appeler à la conscience et au sens du devoir de tous les travailleurs.

« Les fonctionnaires, d'abord parce qu'ils sont et doivent être les garants du service public avec tout ce que cette notion de service public comporte d'exigences, de contraintes morales, de qualités et d'aptitudes physiques et professionnelles.

(Suite en page 4)

## Meeting des travailleurs à la Bourse du Travail

Plusieurs centaines de travailleurs ont pris part au meeting jeudi matin à la Bourse du Travail placé sous la présidence de M. Sori Coulibaly, ministre délégué auprès du CMLN chargé du Travail.

Étaient également présents les invités des unions nationales de l'URSS, de la Bulgarie, de Roumanie ainsi que certains membres du corps diplomatique accrédité au Mali.

L'honneur revient à l'Union nationale des femmes du Mali par la voix de M<sup>me</sup> Tall secrétaire générale de l'UNFM de rappeler le thème central de l'année internationale de la femme en ces termes :

« Aujourd'hui, les femmes constituent plus de la moitié de la population du globe. Cependant, elles sont victimes des mesures discriminatoires. L'Organisation des Nations Unies, pour remédier à cet état de fait, a proclamé l'Année 1975, An-

née internationale de la Femme.

« L'Année internationale de la femme, ne doit pas être au seul bénéfice des femmes; il faut, qu'en fin de compte, elle soit au bénéfice de tous les hommes, il faudrait qu'elle soit une année de l'homme et de la femme, pour que les droits et les devoirs fondamentaux de la personne humaine soient ceux de l'humanité tout entière.

« M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, a lancé un appel à toutes les forces vives du monde en ces termes : je cite :

« Il dépend de nous que cette année aboutisse à une promotion véritable de la femme dans le domaine social, économique, culturel et politique ou qu'elle ne soit au contraire, qu'un simple prétexte à cérémonies vides de toute signification concrète.

« Nous sommes décidés aux Nations Unies à faire tout ce qui

est en notre pouvoir pour que l'Année Internationale de la femme ait un sens réel. Nous demandons, à tous les citoyens de nous aider dans cette tâche en nous apportant leur coopération active.

« L'Année Internationale de la femme doit laisser son empreinte dans l'histoire, non seulement dans l'histoire de la promotion de la femme, mais aussi, dans celle de tous les peuples.

« Pour cela et pour pouvoir transformer les principes en réalités, nous aurons besoin d'être fermement soutenus » fin de citation.

« Cet appel du secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, n'a pas laissé indifférentes.

« Les autorités maliennes, toujours soucieuses de la promotion et de l'émancipation de la femme, ne sont pas restées en marge de ce grand courant.

« Ainsi, le chef de l'Etat, le colonel Moussa Traoré, dans son discours prononcé en janvier 1975 à l'occasion de l'inauguration de AIF au Mali, disait, je cite :

« Il est incontestable que la femme a toujours tenu une place de premier choix dans notre société, en sa qualité d'épouse et de mère d'abord, de travailleuse et de citoyenne ensuite.

« Parallèlement, un vif intérêt a toujours été accordé à ses problèmes ainsi qu'à ceux de la famille » fin de citation.

(Suite en page 3)

Session Ordinaire  
du Conseil des Ministres

Le mercredi 30 avril 1975 à partir de 09 heures, le Conseil des Ministres s'est réuni en session ordinaire dans sa salle de réunion à Koulouba sous la présidence du commandant Youssouf Traoré, membre du CMLN, ministre de l'Information, assurant l'intérim de la Présidence du gouvernement.

Après examen et discussion des points inscrits à son ordre du jour, il a adopté :

Au titre du Ministère  
des Finances

— Un projet de décret portant déclaration d'utilité publique des travaux de reconstruction et de renforcement de la route Faladié-Ségou (route nationale n° 6);

— Un projet d'acte administratif accordant un Comptoir malien du Commerce (COMACO) un bail amphyréotique sur une parcelle de terrain sis dans la zone industrielle à Bamako.

Au chapitre des communications

ministre français de la Coopération du 20 au 22 novembre 1974;

— Le document relatif aux conclusions de la 15<sup>e</sup> Session de la commission mixte franco-malienne tenue à Bamako les 7 et 8 avril 1975;

— La note du ministre des Finances sur les contributions du Mali aux organisations africaines et internationales pour l'année 1975;

— La note du ministre de la Production sur l'adhésion du Mali au Secrétariat international du service volontaire;

— Le rapport de mission présenté par M. Moriba Sissoko, directeur de cabinet du ministre de la Production sur la 4<sup>e</sup> Session ordinaire du Conseil d'Administration de l'ADRAO (Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest) tenue à Ibadan (Nigéria) du 2 au 5 décembre 1974;

— Le rapport sur la 21<sup>e</sup> Conférence interministérielle de l'OCOGUE tenue du 25 au 29 novembre 1974

## Conclusion heureuse de trois décennies de lutte patriotique

L'entrée des forces du G.R.P. à Saigon couronne la libération  
du Sud Vietnam

Le gouvernement fantôme de Saigon s'est rendu jeudi aux forces de libération dont les chars ont occupé le palais présidentiel. Des centaines d'habitants de la capitale s'alignaient sur les trottoirs pour applaudir les troupes du Front qui y faisaient leur entrée triomphale.

La reddition a été annoncée à la radio de Saigon par le général Minh qui a demandé aux forces « gouver-

Peu après, des dizaines de tanks arborant le drapeau des patriotes vietnamiens ont pénétré dans les jardins du palais présidentiel. Les soldats en uniformes verts à bord des blindés souriaient largement et salueaient de la main la foule qui les acclamait.

Il tire un coup de canon de 106 mm et se présente en suite à la porte du palais tandis qu'un soldat sud-vietnamien sans arme se précipite pour lui ouvrir les grandes grilles.

Avant l'ouverture complète des grilles, le char écrase un pilier de fer. Un soldat portant le drapeau du GRP saute du char et court vers le palais pendant qu'arrivent six autres tanks.



# Allocution du Chef de l'Etat par intérim à l'occasion du premier Mai

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

« Les travailleurs des Sociétés et Entreprises d'Etat, Sociétés d'économie mixte parce qu'ils représentent un effectif de plus de 11.000 personnes et que ce secteur occupe de loin la première place des activités économiques industrielles et commerciales du pays.

« C'est dire que dans leur attitude et leur mentalité, les travailleurs se doivent d'opérer la reconversion nécessaire en se pénétrant de l'idée que les Sociétés et Entreprises d'Etat ne sont pas l'affaire du seul gouvernement qui doit trouver des remèdes et des solutions à leurs problèmes.

« Leur rentabilité, l'accroissement de leur production, en un mot leur saine gestion, dépendent aussi, et surtout, de l'esprit d'initiative, du

dynamisme et du sens du bien public dont feront preuve à leur endroit les travailleurs. Je ne cessai de répéter que ces Sociétés et Entreprises d'Etat étant considérées comme des acquis du peuple, les travailleurs doivent se sentir concernés par leur bon fonctionnement et leur saine gestion. Certes, des problèmes existent encore au sein des Sociétés et Entreprises d'Etat, aggravés par une conjoncture économique mondiale dont les retombées à travers la crise énergétique et l'inflation, sont ressenties de façon dramatique sur le plan de notre économie.

Mais, loin d'être un motif de découragement, ces facteurs persistant, doivent au contraire inciter les travailleurs à une meilleure appréciation des réalités de ces Sociétés en

vue de sauvegarder leur existence.

« Conscients de la mission économique et sociale des Sociétés et Entreprises d'Etat, le Comité Militaire de Libération Nationale et le gouvernement prêtent une attention toute particulière à leur bonne gestion et à leur rentabilité. Ils ont également le souci d'améliorer sur le plan social la condition des travailleurs. C'est dans ce sens, qu'après l'adoption de l'Ordonnance n° 55 CMLN du 19 décembre 1972 portant Statut des travailleurs des Sociétés et Entreprises d'Etat, le Comité Militaire de Libération Nationale et le gouvernement examinent actuellement deux projets de décrets portant d'une part classification des emplois et d'autre part fixation des salaires des catégories professionnelles.

« L'adoption prochaine de ces textes, contribuera à une amélioration certaine de la condition des travailleurs des Sociétés et Entreprises d'Etat.

« Dans le même esprit d'équité sociale, une nouvelle grille des salaires des fonctionnaires tenant compte des augmentations intervenues, viendra compléter les mesures prises par les pouvoirs publics en vue d'une amélioration des revenus des travailleurs de l'Etat — tout en atténuant les disparités pouvant exister entre ces travailleurs.

« Le congé payé de 30 jours qui vient d'être adopté par le gouvernement et dont le bénéfice sera étendu pour compter du 1<sup>er</sup> Mai aux travailleurs du secteur privé, concrétise la volonté du Comité Militaire de Libération Nationale et du gouvernement, de parvenir à une plus grande égalité sociale entre les travailleurs des différents secteurs.

« Toujours en faveur des travailleurs du secteur privé, le gouvernement a mis récemment en œuvre, le mécanisme des négociations collectives afin d'actualiser les salaires et les relations de travail. C'est ainsi que la Convention collective des Entreprises pétrolières a été signée en décembre 1974. La signature de cette convention qui est le couronnement des efforts de négociation et d'arbitrage des parties concernées et du gouvernement, ouvre la voie aux employeurs et aux travailleurs des autres secteurs relevant du Code du Travail.

« Camarades travailleurs, comme vous le constatez, le Comité Militaire de Libération Nationale et le gouvernement, restent constamment préoccupés par la recherche des voies et moyens permettant une amélioration sensible des conditions de travail et de vie des travailleurs. Mais l'intérêt qu'ils doivent porter à la situation des travailleurs ne peut être qu'à la mesure des moyens dont dispose l'Etat.

« En associant les organisations syndicales aux institutions nationales et aux instances de conception, le Comité Militaire de Libération Nationale et le gouvernement prouvent que la notion de participation des travailleurs n'est pas une simple clause de style, mais qu'elle traduit une volonté sincère de faire participer étroitement toutes les forces vives de la nation à l'élaboration et à l'exécution des programmes de développement.

« En effet, à travers leurs délégués à la Commission de planification, à la commission des investissements, aux conseils supérieurs du travail et de la Fonction publique, au Comité de gestion des Sociétés et Entreprises d'Etat, les travailleurs sont associés de la conception à l'exécution à tous les programmes relatifs à la politique de développement et de revenus du pays.

« Je leur lance donc un appel pressant afin qu'ils jouent pleinement et avec un sens profond de la responsabilité leur rôle au sein de ces instances. Pour leur part, le Comité Militaire de Libération Nationale et le gouvernement sont favorablement disposés à examiner avec la plus grande attention toutes les suggestions susceptibles d'amener les travailleurs à apporter concrètement c'est dire sans démagogie ni calcul égoïste, une contribution de qualité à la réalisation de nos objectifs nationaux.

« En accordant toutes les facilités matérielles aux organisations syndicales pour un fonctionnement normal de leurs activités dans la légalité, et pour l'accomplissement de leur mission d'information et d'éducation, le Comité Militaire de Libération Nationale et le gouvernement ont montré tout l'intérêt qu'ils accordent au mouvement syndical.

« A cet égard, les dernières résolutions du premier Conseil général de l'Organisation de l'Unité syndicale africaine qui vient de se tenir à Accra, seront examinées avec une

attention toute particulière puisqu'elles intéressent la vie et le fonctionnement normal des organisations syndicales.

« En retour, les pouvoirs publics sont en droit d'attendre des responsables syndicaux et des travailleurs, une plus grande compréhension à l'égard des problèmes et des difficultés passagères que traverse la nation.

« Les intérêts des travailleurs, ne sont ni opposés, ni divergents de ceux de la nation. Ils sont convergents, et complémentaires.

« Dès lors la nation est fondée à espérer des travailleurs une participation sincère, loyale et dynamique à l'œuvre de construction nationale.

Travailleurs des villes et des campagnes,

« En cette année proclamée Année internationale de la Femme, les femmes travailleuses du Mali doivent être au premier plan de la vie nationale. Elles ont, depuis la période coloniale jusqu'à l'indépendance, apporté leur pierre à l'édification de la nation malienne. Le Comité Militaire de Libération Nationale et le gouvernement ne sont pas demeurés insensibles à l'appel lancé le 8 mars 1975 par la présidente de l'Union nationale des Femmes du Mali, en faveur d'une intégration harmonieuse et complète de la femme malienne dans toutes les activités de la nation.

« Cet appel sera entendu, s'il ne l'est déjà, et je puis assurer nos sœurs que tout sera fait pour permettre à la femme malienne de jouer sans discrimination aucune, dans la liberté et l'égalité, son rôle dans la société au service du développement économique et social.

Camarades Travailleurs,

« Ce message qui est avant tout un message de solidarité ne saurait se limiter à un simple bilan critique ou de rappel des réalisations sociales sur le plan national. Dans un monde caractérisé par le désordre et la tempête économiques, secoué par des remous politiques et sociaux dont hélas notre continent est encore le théâtre, les travailleurs doivent insérer leur action de tous les jours non seulement dans le contexte étroit de leur entreprise, ou même de la nation, mais encore, dans celui plus exaltant et plus large du combat que mène l'Afrique contre les forces d'oppression, le colonialisme et l'impérialisme qui défont des efforts désespérés pour conserver leur dernier bastion en Afrique du Sud, en Namibie et au Zimbabwe.

« L'indépendance chèrement et durement acquise par les combattants de la Guinée-Bissau, l'aube d'une ère nouvelle qui se dessine pour les patriotes de l'Angola et du Mozambique, sont des signes encourageants vers la libération totale de notre continent.

« Dans cet ultime combat, les combattants de la liberté doivent pouvoir compter sur l'appui et la solidarité de tous les travailleurs épris de justice, de dignité et de liberté.

« En ce jour de la fête du travail, j'assure en votre nom nos frères de l'Angola, du Mozambique, de l'Afrique du Sud, du Zimbabwe et de la Namibie de notre solidarité agissante.

« En votre nom, travailleurs du Mali, je salue également le combat mené par le peuple de Palestine pour recouvrer ses droits usurés.

« J'exprime enfin en votre nom, le soutien et la sympathie de tous les travailleurs du Mali aux vaillants peuples du Cambodge et du Vietnam dont la victoire sur les forces de division et de domination est désormais assurée.

« Vive l'Union nationale des travailleurs du Mali !

« Vive la solidarité de lutte de tous les travailleurs pour que triomphe la paix et la justice dans le monde !

## Meeting des travailleurs à la Bourse du Travail

(Suite de la page 3)

— le salaire minimum interprofessionnel garanti, le SMIG est passé de 3.330 à 12.000 francs maliens.

— le congé payé qui était de 18 jours pour les uns et 30 jours pour les autres, est désormais 30 jours pour tous les salariés, améliorant ainsi la qualité de la vie, par le repos prolongé pour la majorité des ouvriers de notre pays.

« Le statut des travailleurs des sociétés et entreprises d'Etat est entré en vigueur ; il confère des avantages substantiels pour les camarades de ce grand secteur.

« Le capital décès qui donnait à la famille du travailleur décédé tout juste son salaire et le reliquat de son congé se trouve modifié ; la famille du disparu percevant actuellement une indemnité correspondant de 6 mois à un an de salaire.

« Sans attendre la révision du code de prévoyance sociale, le congé de maladie antérieur de six mois seulement se trouve prolongé jusqu'à un an de salaire pour les cas de maladies graves.

« Par ailleurs la révision de vieilles conventions collectives devenues caduques se poursuit avec ampleur. La convention des travailleurs du pétrole déjà est réalisée. Se trouvent en chantier celles des autres branches professionnelles : boulangers, travailleurs du commerce, des banques et assurances, des hôteliers, des chauffeurs, des bâtiments, etc.

« Pour les travailleurs du secteur public, des mesures qu'il convient de saluer ont permis de normaliser la situation de nombreux agents de l'Etat : soit leur intégration par qualification professionnelle, soit par l'ouverture pour les agents méritants de concours professionnels.

« Les commissions d'avancement pour les auxiliaires et les agents régis par les conventions collectives longtemps paralysées commencent à fonctionner normalement.

Il serait fastidieux de procéder à une longue énumération des résultats obtenus ; les faits parlent d'eux-mêmes.

« Tout ceci n'a pas été obtenu en frappant sur la table. Ces résultats, fruits de sérieuses négociations, de concertation, de dialogue permanent ont été obtenus dans le cadre de la participation responsable qui, si elle était comprise, acceptée, voulue par les uns et les autres, ouvrirait à notre pays des perspectives prometteuses, favoriserait d'heureuses initiatives créatrices.

« Est-ce à dire que tout va bien dans le meilleur du monde, que toutes nos revendications sont entièrement satisfaites. Bien sûr que non. Restent encore :

— l'uniformisation du taux des allocations familiales ;

— le rétablissement de certaines indemnités inhérentes à la profession ;

— la gratuité du voyage pendant le congé ;

— l'intégration par qualification professionnelle, à l'instar de certains corps de l'administration générale, de certains techniciens ayant

rempli de très hautes responsabilités dévolues jadis aux ingénieurs de conception, de ceux ayant acquis une valeur technique reconnue. Certaines de ces revendications majeures suivent leur cours normal ; les unes sont à l'étude au niveau des Hautes Instances, les autres sont purement et simplement rejetées. Cependant, inlassablement, nous poursuivons toutes d'une façon réfléchie, avec des arguments trouvés et avancés.

L'UNITÉ RETROUVE A ACCRA

« A Accra les syndicalistes venus de tous les pays africains ont réalisé l'unité des organisations syndicales au sein de l'OUSA, seule organisation Pan-africaine désormais reconnue.

Accra occupera désormais dans les annales syndicales africaines une place de choix pour le développement et le rayonnement du syndicalisme à travers le monde.

Cette unité qualitative, aboutissement logique des profondes aspirations des masses laborieuses, concrétise et matérialise des années d'efforts unitaires du monde africain du travail.

« C'est un succès sans précédent dans l'histoire du mouvement syndical africain.

« C'est là une preuve éclatante de l'essor et de la maturité du mouvement syndical, de sa responsabilité et du rôle qu'il est appelé à jouer dans la lutte générale des peuples pour leur émancipation.

« Le triomphe de l'unité établie, la juste appréciation des buts de la valeur de cette unité permettront au syndicalisme africain de coordonner l'action de l'ensemble des syndicats et d'apporter une plus grande contribution à la lutte de libération que mènent les peuples africains subissant encore le joug du colonialisme, de la ségrégation raciale, de l'apartheid.

« Notre audience se passe de tout commentaire tant il est péroratoire. C'est pourquoi, l'UNITM, de par ses relations internationales, n'est pas restée en marge du courant de solidarité qui a traversé nos populations pendant les calamités qui ont secoué notre pays ces derniers années. Elle a fait d'importants dons, tant en nature qu'en espèces aux organismes compétents : médicaments, vivres etc... Elle a aidé à parfaire l'infrastructure sociale en dotant certains centres hospitaliers d'appareils sanitaires, d'ambulances, de bloc opératoire de grande valeur, de studios.

« Dans le domaine de la formation professionnelle, nous avons envoyé des stagiaires en Europe, octroyé des bourses universitaires à nos bacheliers militants liés à la classe ouvrière. C'est beaucoup, mais c'est insuffisant ; nous continuerons dans ce sens.

« On l'a dit, le syndicalisme est une vocation, une foi, un engagement pour la transformation qualitative de la société, il doit être toujours orienté dans le sens de la recherche de l'égalité, de la justice sociale.

« Il est difficile de prédire l'ave-

nir ; on nous distribuera peut être des blâmes, peut être des éloges, mais nous sommes convaincus que l'histoire de notre pays y retiendra que l'UNITM dans les grands bouleversements qui ont ébranlé le Mali a agi avec responsabilité, et conscience.

« En ce jour solennel, nous pensons vont à nos frères d'Afrique Australe, qui luttent héroïquement contre la honteuse discrimination raciale, contre l'apartheid hideux et inhumain — solidarité avec nos sœurs, les femmes qui, avec l'ardeur et la passion qui les caractérisent, surgissent en 1975 avec foi et détermination et réclament d'une seule voix d'un même élan leur place au soleil.

« A nos morts, avec tous ceux qui crouillent dans les prisons pour que vivent le syndicalisme — à ceux qui, par leur sacrifice, ont imposé à la conscience internationale le syndicalisme inscrit dans les faits et dans le droit international comme sacré inaliénable, inviolable.

« Nous saluons avec une incomparable satisfaction l'éclatante victoire de nos frères du Vietnam qui, après avoir défait l'Europe coalisée, infligent à la plus grande puissance industrielle une singulière défaite.

« Apportant le soutien du OMLN et du gouvernement à la classe travailleuse, M. Sori Coulibaly ministre du Travail a notamment déclaré que toutes les couches laborieuses aspirent à un même idéal, c'est-à-dire le bonheur de l'homme dans un système de démocratie sociale.

« Camarades travailleuses et travailleurs, soyez assurés que le OMLN et le gouvernement que j'ai l'honneur de représenter ici partagent toutes vos préoccupations. Leur ambition commune qui rejoint la vôtre nonobstant les nuances inhérentes à toutes actions humaines est de faire du Mali une Nation démocratique et prospère où les valeurs morales faisant la fierté de notre peuple auront toujours primauté.

« Je vous donne en tout cas l'assurance ici que les préoccupations que vous avez exprimées seront examinées avec la plus grande attention par les autorités compétentes.

M. Sori Coulibaly a par ailleurs précisé que l'Etat ne peut faire que la politique de ses moyens.

L'Etat ne pouvait faire que la politique sociale de ses moyens, il vous appartient, vous travailleurs de redoubler d'ardeur au travail et d'avoir un respect scrupuleux du bien public pour permettre une plus grande satisfaction de vos revendications.

En terminant le ministre du Travail a dit :

« La fête internationale du travail étant avant tout une journée de solidarité, je voudrais joindre la voix du OMLN et du gouvernement à la vôtre et exprimer notre sympathie et notre soutien aux peuples du monde entier, singulièrement à ceux qui luttent pour la conquête de leurs droits imprescriptibles à la dignité, à l'indépendance et à l'unité nationale.